

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 481 du 01 au 19.09

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Tiré a part

Abdel Bari Atwane : La pax americana et les intenses pressions américaines exercées sur les Etats arabes.

Xavière Jardez : Israël, « Etat juif » : quelle signification pour les Palestiniens ?

Paroles & actions du président cette semaine ...

Pierre Haski : Obama face à l'échec de son initiative au Proche-Orient.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

Offensive israélienne à Gaza : quel est le vrai bilan humain ?

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias

et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 La fabrication du consentement (vidéoS vostfr)

5-2 La Marine israélienne ...

5-3 Richard Silverstein : une stratégie pro-israélienne de communication.

01-09 au 19-09: Peuple Palestinien : 5 tués - 0 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

Abdel Bari Atwane : La pax americana et les intenses pressions américaines exercées sur les Etats arabes.

NbNdlr : La publication et l'analyse de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage tout le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Le président américain prépare une nouvelle initiative de paix pour régler le conflit arabo-israélien qui sera présentée à la prochaine réunion de l'assemblée générale des Nations Unies prévue pour fin septembre. Le sénateur George Mitchell, véritable artisan de cette initiative, préfère travailler dans le secret le plus absolu et loin des médias, mais les bruits qui courent laissent entendre que cette initiative se concentre sur l'initiative de paix arabe affectée de certaines modifications essentielles telles que l'annulation du droit au retour et l'introduction d'une formule "nébuleuse" faisant de Jérusalem la capitale des deux Etats, en fait en introduisant quelques retouches à la situation actuelle.

L'application de cette initiative se fera probablement à l'inverse du planning de l'initiative arabe, de sorte qu'elle commence par la normalisation préalablement au retrait israélien des territoires arabes occupés, conformément aux conditions posées par Netanyahu. Ce qui peut expliquer les intenses pressions américaines exercées sur les Etats arabes, surtout dans le Golfe et au Maghreb, en vue de produire des "*premiers pas*" de normalisation, tels que l'ouverture de bureaux de représentation commerciale et l'autorisation de circulation en toute liberté dans l'espace aérien pour les avions de la compagnie aérienne israélienne El Al, en contrepartie du gel de la construction des colonies en Cisjordanie, mais pas à Jérusalem.

Ces pressions de l'administration Obama pourraient donner des résultats dans les prochaines semaines, et il ne serait pas étonnant que l'on assiste à des rencontres, des réunions et des échanges de sourires entre des responsables et des leaders arabes et Netanyahu en marge des réunions de l'assemblée générale des Nations Unies, histoire de rompre la glace, et que ces gesticulations soient suivies de démarches diplomatiques effectives.

Du côté palestinien, les préparatifs vont bon train, avec des soins et une minutie exceptionnels, conformément aux directives américaines et européennes et avec la bénédiction israélienne indirecte, de manière que la société palestinienne soit parfaitement et entièrement disposée à intégrer la nouvelle initiative.

Ces préparatifs peuvent être résumés dans les points suivants :

1) Le président de l'autorité de Ramallah, Mahmoud Abbas, a réuni le congrès du Fatah, et procédé à l'"élection" d'un nouveau comité exécutif qui comprend quatre des anciens responsables de la sécurité et dont ont été exclus, d'une manière ou d'une autre, la plupart des membres de l'ancienne garde opposée au processus d'Oslo ; il faut reconnaître cependant que certains des nouveaux membres du comité jouissent d'une bonne réputation et sont considérés comme des personnalités indépendantes et dévouées à la cause nationale.

2) Monsieur Abbas a bien réussi à convoquer le conseil national palestinien en une réunion extraordinaire "*en présence des présents*" pour compléter la légitimité du comité exécutif de l'OLP et l'élection de six nouveaux membres, parmi lesquels deux personnes responsables des négociations: Ahmad Qorei (Abou Ala') et Saeb Erekat. On peut en conclure qu'ils seront appelés à négocier prochainement sur la base de la nouvelle initiative de paix, non en tant que représentants de Fatah, mais au nom de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien.

3) Salam Fayad, le premier ministre palestinien, a révélé qu'il préparait un nouveau projet pour l'infrastructure de l'Etat palestinien qui sera prêt dans deux ans.

Ce projet se compose de deux volets : le premier sécuritaire avec la mise sur pied des forces de sécurité palestiniennes sur la base des critères américains et sous la supervision du général Dayton, et les bénédictions israélienne, jordanienne, égyptienne et palestinienne. Le deuxième économique visant à améliorer le quotidien de la population de la Cisjordanie afin de lui faire oublier l'intifada et l'éloigner définitivement de la résistance considérée comme un facteur d'instabilité et de souffrance.

L'entourage du président Mahmoud Abbas a réussi, sur instructions de Tony Blair "*envoyé de la paix*" européen, à réduire la cause palestinienne à la "*Cisjordanie*", à l'amputer de son essence qui est la "*cause des réfugiés*" et à en faire une question purement économique gouvernée par les conditions de vie des habitants de la Cisjordanie. Et c'est bien là sa plus dangereuse réussite.

Aujourd'hui, au lieu de comparer la situation actuelle du peuple palestinien avec celle qui prévalait lors de la première ou de la deuxième intifada, ou celle qui existait en 1965 lorsque la première balle de la résistance a été tirée et que la Cisjordanie et Gaza étaient arabes, on oppose la dégradation des moyens de subsistance et de la sécurité à Gaza sous la domination de Hamas à la prospérité de la Cisjordanie sous le règne de l'autorité. A Gaza, la situation économique est détériorée en raison du blocus asphyxiant que tout le monde a décidé d'oublier, et la sécurité est maîtrisée sous la poigne de fer de la police du Hamas, qui s'est illustrée par l'attaque sanguinaire et sans précédent contre la mosquée Ibn Taymiyah à Rafah pour en "*extraire*" le mouvement Ansar Jund Allah, et par l'interdiction de toute opération de résistance et de lancement de missiles.

Quant à la prospérité économique de la Cisjordanie, elle est surtout redevable à l'afflux dans les poches de l'autorité de milliards de dollars en provenance des Etats-Unis, de l'Europe et des pays arabes, la générosité de ces derniers résultant plus des injonctions américaines que du devoir moral de solidarité.

Mais il faut se rappeler que cette prospérité correspond à la mise en œuvre à la lettre du plan Netanyahu et du

précédent plan de "*paix économique*" de Tony Blair. Une paix qui signifie dans la pratique l'oubli, même temporaire, des fondamentaux de la cause palestinienne.

La question à laquelle personne ne veut répondre c'est comment cet Etat palestinien qu'on nous promet, va-t-il pouvoir exister en présence de 249 colonies israéliennes où vivent un demi-million de colons, sans oublier les 600 checkpoints israéliens supposés assurer la sécurité ?

Les subtilités byzantines du discours actuel ne portent pas sur la légalité des colonies, mais plutôt sur leur croissance naturelle, sur l'admissibilité légale totale ou partielle de cette croissance et sur la contrepartie que les Arabes devront payer en termes de "*normalisation*".

On constate que le chantage israélien a remarquablement réussi à dicter ses conditions, et pas seulement au plan de l'évacuation du droit au retour, de la "*dilution*" de la question de Jérusalem occupée, mais aussi par le lien créé entre le moindre "*gel provisoire*" des colonies (considéré comme une énorme concession) et l'imposition d'un blocus maritime, aérien et terrestre total contre l'Iran.

De la même façon que la conférence pour la paix de Madrid avait servi en 1991 à frapper, détruire et isoler l'Irak, on veut rattacher aujourd'hui la nouvelle initiative de paix américaine à la question du nucléaire iranien et donc procéder au démantèlement des installations iraniennes par voie militaire ou par voie de sanctions, en échange de promesses, de simples promesses, d'une solution américaine à la question palestinienne et conformément à une formule qui ne fâche ni Israël ni les régimes arabes « *modérés* ».

Remarquez qu'au lieu de mettre en parallèle un réacteur israélien qui a produit à ce jour 300 têtes nucléaires et un réacteur iranien encore en gestation, on a établi un rapport entre le réacteur iranien et une liste d'abdications arabes sur les fondamentaux palestiniens en contrepartie de promesses de solution, qui viennent s'ajouter aux nombreuses promesses qu'on nous a fait dans le passé et qui ont disparu les unes après les autres après avoir servi les objectifs américains.

Mais le grand problème aujourd'hui c'est la faiblesse du front du refus arabe, la détérioration du camp du refus palestinien, la préoccupation syrienne par l'ouverture sur l'Amérique et la réception de ses envoyés dans le but de l'amadouer, et la concentration des efforts sur la constitution du gouvernement libanais comme si c'était la priorité des priorités au niveau régional, tandis que le Hamas est empêtré dans le "*piège*" de Gaza, la subsistance alimentaire d'un million et demi de Palestiniens et les ouvertures sur l'Occident pour régler le dossier de Gilad Salit.

A notre grande désolation, Hamas ne porte plus aujourd'hui la bannière de la résistance avec la force qu'on attendait du mouvement islamique jihadiste. Ajoutons qu'il existe en son sein un courant qui lui porte préjudice par les efforts qu'il déploie en vue de gagner la reconnaissance de l'Occident, en tissant des contacts et, bien plus, en participant à des conférences à Genève en présence d'Israéliens, dans le but de convaincre le monde que Hamas est un mouvement réaliste et modéré avec lequel on peut travailler et qui mérite de rester au pouvoir.

La cause palestinienne telle que nous la connaissons se trouve actuellement sous le scalpel du chirurgien "*esthétique*" américain, pour une opération qui va lui refaire la face, le produit sera ensuite commercialisé par des experts en communication arabes et surtout palestiniens et vendu à tous ceux qui croient à la paix économique, à la sécurité et à la prospérité de la Cisjordanie.

Abdel Bari Atwane

i 02 Septembre 2009

Source : [Al Quds al Arabi](#)

Traduction : Nadine Acoury

<http://ism-france.org/news/article.php?id=12610&type=analyse&lesujet=normalisation>

http://www.alterinfo.net/La-pax-americana-et-la-cretinerie-des-Arabes_a36269.html

Xavière Jardez : Israël, « Etat juif » : quelle signification pour les Palestiniens ?

Dans un dernier coup de poker destiné à couper court à l'établissement d'un Etat palestinien, tel que désiré par l'administration Obama pour relancer un processus de paix, Israël demande que les Palestiniens reconnaissent Israël comme un *Etat juif*, condition *sine qua non* de tout futur accord. Et, cette exigence semble gagner du terrain aux Etats-Unis et dans les capitales occidentales.

Mais, derrière l'innocence de cette reconnaissance *de facto* de ce qu'est Israël, se cache une motivation idéologique qui est d'obliger les Palestiniens à répudier leur histoire. Reconnaître le caractère juif signifierait que les terres perdues, lors de l'agression de 1948, étaient de droit la terre d'Israël. L'essence du sionisme repose sur la croyance que ces terres sont et ont toujours été le foyer du peuple juif et que l'histoire de sa dépossession a été corrigée par l'émergence d'Israël en 1948.

Toute acceptation reviendrait à faire du peuple palestinien des sionistes... Et serait un déni absolu de son identité, de son histoire, de son appartenance et de sa lutte centenaire pour recouvrer des terres qui furent des terres arabes palestiniennes.

Le retour des réfugiés palestiniens,- que les propagandistes israéliens brandissent comme une menace à la survie d'Israël - et qui, en réalité, abrite une injustice historique, nécessitant reconnaissance, restitution et compensation- sous-tend également cette ultime condition qui doit s'interpréter plutôt comme un moyen d'extorquer aux Palestiniens l'absolution pour le « péché originel » commis par Israël en 1948.

Sont aussi concernés par cette nouvelle exigence les citoyens arabes d'Israël qui constituent 20% de la population et dont le statut et la présence seraient d'autant plus précarisés que l'extrême droite au pouvoir en Israël cherche déjà à leur enlever leurs droits les plus élémentaires.

Tout soutien à cette concession perverse, toute pression malavisée exercée par l'Occident sur les dirigeants palestiniens ne peut conduire qu'à des rancoeurs, d'autres conflits et de nouvelles divisions au sein de la direction politique.

Xavière Jardez

Source: A Recipe for Resentment, Ahmad Samih Khalidi, *Washington Report* (août 2009)

Rédaction et traduction : Gilles Munier, Xavière Jardez

Paroles & actions du président cette semaine ...

Pierre Haski : Obama face à l'échec de son initiative au Proche-Orient.

Barack Obama vient de subir son premier échec dans sa tentative de sortir le Proche Orient de son impasse mortifère. Un revers, sans doute, plus qu'un échec à ce stade, mais qui place le président américain face à des options difficiles s'il veut sauver l'une des initiatives les plus audacieuses de son mandat.

Georges Mitchell, l'émissaire d'Obama au Proche-Orient, a donc quitté la région les mains vides, laissant Israël célébrer un nouvel an juif au goût amer au lendemain des accusations du juge Goldstone de « crimes de guerre » lors de l'opération dans la bande de Gaza au début de l'année.

Pas de réunion à trois à New York

Mitchell n'a pas réussi à créer les conditions d'une rencontre tripartite -le président Obama, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas- dans les prochains jours à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Chacun se renvoie la balle : le gouvernement israélien blâme l'« intransigeance » des Palestiniens, tandis que ces derniers font reposer l'échec sur le refus de Netanyahu de s'engager sur un véritable gel de la colonisation des territoires occupés de Cisjordanie.

Pour être honnête, il ne fallait pas être un génie en géopolitique pour savoir que les chances de succès de Georges Mitchell étaient faibles, vu la nature des positions d'un gouvernement israélien dont le centre de gravité est le plus à droite depuis la création de l'Etat hébreu il y a 60 ans, et la faiblesse de son interlocuteur palestinien, dont tout signe de faiblesse serait du pain béni pour le Hamas, le mouvement de la résistance islamique, qui contrôle la bande de Gaza et se nourrit des concessions sans résultats du Fatah de Mahmoud Abbas.

Techniquement, c'est effectivement sur la question de la colonisation qu'a buté la tentative de rencontre à trois à New York. C'est le sujet le plus explosif, puisqu'il s'agit du contrôle de la terre et des ressources, des frontières et de la viabilité d'un hypothétique Etat palestinien, et enfin de la question de Jérusalem.

Depuis l'époque des Accords d'Oslo, signés en 1993 entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, et qui ont permis d'importantes avancées avant de sombrer dans une montée de la violence et l'impasse politique, le nombre de colons israéliens a presque triplé : de 110 000 à environ 300 000 aujourd'hui.

Un chiffre considérable atteint malgré le retrait unilatéral, en 2005, des 7 500 colons installés à Gaza, décidé par Ariel Sharon peu avant son accident cérébral. Et sans compter les 200000 Israéliens qui vivent à Jérusalem-Est, également considéré comme un territoire occupé selon les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le temps joue contre la paix

Cette présence, illégale au regard du droit international, crée un fait accompli que les plus hostiles à un partage de la Palestine historique parmi les Israéliens espèrent irréversible, au fur et à mesure que leur nombre croît. Le temps, et donc tout ce qui retardera le moment d'une véritable négociation et d'une décision historique de créer ces deux Etats dont le principe est acquis depuis au moins quinze ans, joue contre la paix.

D'où la décision récente de Netanyahu d'autoriser encore de nouvelles constructions de logement en Cisjordanie, anticipant sur une éventuelle concession de gel temporaire qu'il aurait été amené à faire dans ses discussions avec Georges Mitchell. A l'arrivée, il n'y a même pas de gel temporaire décidé : Netanyahu ne voulait pas s'engager au-delà de six mois, et reste attaché à la « croissance naturelle » des colonies quand l'administration Obama réclamait un gel complet, et au minimum d'un an.

Mais au-delà de la colonisation, pour émotionnelle et brûlante qu'elle soit, n'est que le révélateur de l'inexistence des conditions de la paix aujourd'hui. Celles-ci n'existent pas dans la dynamique entre Israéliens et Palestiniens, et elles n'existent pas régionalement.

A la différence de 1993, tentative bancalée et rapidement fragilisée de surmonter des décennies de haine, tout le monde s'engage à reculer dans cette initiative diplomatique ouverte par Obama. Et les peuples n'y croient pas, voire même rêvent d'en découdre après avoir vu, de part et d'autres, tous les espoirs déçus, et le capital confiance retomber à zéro ou plus bas encore si c'était possible.

Comment rétablir la confiance ?

Pour renouer avec cette logique vertueuse de la confiance, l'exemple ne pourrait venir que d'en haut, mais le tandem Netanyahu-Lieberman [Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères en sursis en raison du risque d'inculpation pour malversations] n'en veut pas, Mahmoud Abbas aimerait bien mais ne peut pas, et le Hamas, pas invité à la table des négociations mais troisième homme de cette partie serrée, a tout à gagner au pourrissement.

En Israël, où l'introspection est un sport national et la dissension plus tolérée qu'en Palestine, le quotidien libéral Haaretz a résumé vendredi l'humeur nationale à la veille du nouvel an juif, et émis un espoir en direction des dirigeants du pays :

« Israël est un pays émotionnel, au sang chaud, chargé du fardeau de profonds traumatismes et de peur justifiées. Mais on doit attendre de ses dirigeants qu'ils agissent rationnellement, la tête froide et intelligemment

lorsqu'ils font face à des crises réelles, sans encourager la peur et l'amertume comme le font Netanyahou et son ministre des affaires étrangères, inspirés par une approche pessimiste et auto-justificatrice. Espérons que le gouvernement israélien utilise plus sa tête, et moins ses tripes ».

Comment Barack Obama réagira-t-il après avoir « débriefé » son émissaire Georges Mitchell ? Il rencontrera sans doute mercredi Netanyahou et Abbas, qui seront tous deux à New York pour l'Assemblée générale de l'ONU, et réussira peut-être même à la réunir pour une « photo op » sans substance. Mais pour aboutir à de nouvelles négociations sur le fond, il lui faudra trouver autre chose.

Hillary Clinton, la Secrétaire d'Etat, a déclaré vendredi qu'il ne fallait pas faire d'erreur : « Je peux vous assurer que le président Obama et moi sommes très patients et très déterminés ».

Mais elle n'a pas dit, évidemment, quels seraient les prochains pas de l'administration, et en particulier, -question clé- si elle est prête à en passer par une crise avec son allié israélien pour obtenir ce gel de la colonisation réclamé avec insistance par le président américain. C'est le véritable test de l'attitude d'Obama, celui qui marquerait une rupture claire avec l'époque Bush.

Obama doit faire face, cet automne, à l'heure de vérité qui approche sur le dossier iranien sans que le moindre progrès ait été accompli entre Washington et Téhéran, et au risque d'enlisement avant même de démarrer dans le dossier israélo-palestinien. Il lui faudra effectivement être « patient » et « déterminé » pour ne pas subir, dans cet Orient compliqué, un échec définitif qui plomberait son action diplomatique globale

Pierre Haski |

Rue89 |

19/09/2009

<http://www.rue89.com/2009/09/19/obama-face-a-lechec-de-son-initiative-au-proche-orient>

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

04-09

Des résistants Palestiniens ont tiré cinq obus de mortier de la bande de Gaza contre les colonies israéliennes, selon un porte-parole de l'armée israélienne. (PNN)

Bande de Gaza - Au jour le jour

01-09

Un adolescent palestinien âgé de 15 ans est mort des suites de blessures par balles après un accrochage avec des soldats israéliens, a annoncé mardi le centre médical israélien Hadassah de Jérusalem qui ne donne aucune autre précision sur cet adolescent. (PNN)

2-9

Deux résistants ont été tués mardi soir quand l'armée israélienne a ouvert le feu sur eux, dans l'est de la ville de Gaza, a-t-on appris de sources médicales.

Les chars israéliens ont tiré sur un groupe de combattants qui se trouvaient près du cimetière des Martyrs, à l'est de la ville de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza.

Les tués, Faraj Najar et Ismat Mohara, étaient âgés de 30 ans. Ils ont été transportés à l'hôpital Adwan dans le camp de réfugiés de Jabaliya. (PNN)

04-09

L'aviation israélienne a mené dans la nuit de jeudi à vendredi un raid aérien dans le sud de la bande de Gaza, près de Khan Younès, selon des sources concordantes palestiniennes et israéliennes.

"Cette attaque, survenue quelques heures après des tirs d'obus de mortier sur Israël, a visé un tunnel creusé près de la clôture de sécurité, qui devait servir à l'infiltration de combattants palestiniens en territoire israélien (...) a précisé un porte-parole de l'armée.

Des responsables des services de sécurité palestinien ont confirmé qu'un raid aérien israélien avait eut lieu, en indiquant qu'il n'avait pas fait de victime. (PNN)

06-09

Des sources médicales palestiniennes ont fait savoir samedi matin que Maher Ghazi Za'anin (13 ans) est mort à la suite de sa blessure causée par des tirs en provenance des troupes israélienne dans le nord de la bande de Gaza.

Les mêmes sources ont indiqué que Maher Ghazi Za'anin, a été amené à l'hôpital grièvement blessé à la tête après avoir été pris pour cible par des forces de l'occupation stationnées à l'est de la ville de Beit Hanoun dans le nord de la bande de Gaza. .

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

13-09

Hebron : [un Palestinien](#) qui avait été blessé voici deux semaines par des soldats israéliens à un poste de contrôle militaire, [a succombé dimanche à ses blessures](#), a-t-on rapporté de source médicale.

13/9

http://fr.news.yahoo.com/4/20090913/twl-po-netanyahu-38cfb6d_1.html

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.022
Palestiniens blessés	: 54.631
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.201 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6606

Offensive israélienne à Gaza : quel est le vrai bilan humain ?

Une ONG israélienne révèle des chiffres : près de 1400 Palestiniens sont mort l'hiver dernier lors de l'opération «Plomb durci», dont plus de la moitié n'ont pas pris part aux hostilités. Des chiffres différents de ceux avancés par l'armée.

L'offensive israélienne contre le Hamas dans la bande de Gaza l'hiver dernier a fait près de 1.400 morts palestiniens dont plus de la moitié n'a pas pris part aux hostilités, a annoncé mercredi l'ONG israélienne B'Tselem qui a publié un bilan révisé du conflit.

B'Tselem, qui a mené ses propres recherches, affirme que 1.387 Palestiniens ont été tués au cours des trois semaines de conflit. Parmi elles, «773 n'ont pas pris part aux hostilités, y compris 320 mineurs et 109 femmes».

L'ONG précise que parmi les personnes tuées, «330 ont pris part aux hostilités, et 248 étaient des agents de police palestiniens, pour la plupart tués dans des bombardements aériens de postes de police le premier jour de l'opération» israélienne.

B'Tselem, la principale organisation israélienne de défense des droits de l'homme pour les territoires palestiniens, ajoute ne pas avoir été en mesure de déterminer les causes de la mort de 36 personnes.

L'armée israélienne s'est refusée à tout commentaire dans l'immédiat.

Selon B'Tselem, les Palestiniens ont tué neuf personnes pendant la guerre: trois civils et un membre des services de sécurité israéliens sont morts dans des tirs de roquettes de groupes armés palestiniens contre le Sud d'Israël à partir de la bande de Gaza, et cinq soldats ont été tués dans la bande de Gaza.

Quatre soldats israéliens ont par ailleurs été tués par des «tirs amis» de leur propre camp, écrit B'Tselem.

Cette dernière souligne que ses chiffres «contrastent» avec ceux avancés par l'armée israélienne, qui chiffre le nombre de morts à 1.166. Tsahal avait précisé que 295 Palestiniens non impliqués dans les combats avaient été tués, dont 89 âgés de moins de 16 ans, et 49 femmes.

L'ONG n'a pas été en mesure de comparer sa liste de victimes avec celle de l'armée, celle-ci ayant refusé de la révéler.

Mais B'Tselem assure avoir visité les foyers des victimes et récolté des certificats de décès, des photos et des témoignages concernant l'ensemble des 252 enfants de moins de 16 ans tués ainsi que des éléments concernant les 111 femmes de plus de 16 ans qui ont trouvé la mort au cours de l'opération.

Interrogés par l'AFP, les services d'urgence palestiniens ont avancé le bilan de 1.382 morts, dont 447 enfants et 117 femmes. Ils ont précisé que celui-ci s'élevait à 1.503 morts en tenant compte des victimes décédées après le conflit à la suite de blessures.

De son côté, le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR), qui publie également un bilan actualisé des victimes, affirme que 1.419 Palestiniens sont décédés durant l'opération, dont 1.167 étaient non combattants: 918 des civils (parmi lesquels 111 femmes et 318 enfants) et 249 des policiers non impliqués dans les hostilités.

La bande de Gaza a été la cible d'une offensive dévastatrice de l'armée israélienne, du 27 décembre 2008-18 janvier 2009, baptisée opération «Plomb durci», censée faire cesser les tirs de roquettes par les groupes armés palestiniens contre son territoire.

(Source AFP)

Monde 09/09/2009 à 07h47

<http://www.liberation.fr/monde/0101589772-offensive-israelienne-a-gaza-quel-est-le-vrai-bilan-humain?xtor=EPR-450206>

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

04-09

L'interprétation du Premier ministre israélien de l'idée d'un Etat palestinien "fait de l'Etat palestinien une farce, et l'offre ne peut donc pas être acceptée", a-t-il déclaré en marge du Forum Ambrosetti, qui réunit des hommes d'affaires et des dirigeants politiques sur les bords du lac de Côme, en [Italie](#).

http://fr.news.yahoo.com/3/20090904/twl-israel-palestiniens-cisjordanie-951b410_4.html

Haniyeh.

17-09

Les forces de sécurité du **Hamas** ont libéré 50 détenus appartenant à des organisations islamistes **Ismail Haniyeh**, a présenté ces libérations comme un commencement visant à "répandre la tolérance" dans le territoire palestinien. La décision fait suite à une montée des tensions dans la bande de Gaza entre les forces du Hamas et des organisations djihadistes palestiniennes.

Le ministère Hamas de l'Intérieur indiquant qu'il reste **une centaine** sous les verrous après les libérations de jeudi.

<http://tempsreel.nouvelobs.com>

1-4 Les grandes manœuvres.

Mahmoud Abbas juge les derniers projets israéliens inacceptables...

Abbas a exclu de rencontrer le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, si celui-ci donne son feu vert à de nouvelles installations dans les territoires occupés avant un gel de la colonisation.

"Cela n'est pas acceptable. Nous voulons un gel de la colonisation et également le lancement des négociations de la phase finale", a déclaré vendredi le président de l'Autorité palestinienne à l'issue d'une entrevue avec Nicolas Sarkozy.

A la question de savoir s'il pourrait rencontrer prochainement le Premier ministre israélien, Mahmoud Abbas, qui s'exprimait via une interprète à l'Élysée, a répondu : "Tout cela dépendra des pas, des mesures qui l'auront précédé concernant le gel de la colonisation."

Pressé par les Etats-Unis de geler la colonisation dans les territoires occupés en préalable à la reprise de pourparlers de paix interrompus depuis décembre avec les Palestiniens, Benjamin Netanyahu envisage d'y autoriser la construction de plusieurs centaines de nouvelles constructions, a annoncé vendredi un de ses proches. Il serait ensuite prêt à décréter un moratoire limité à "quelques mois", a ajouté la source.

Dans un communiqué publié par la suite, l'Élysée a indiqué que Nicolas Sarkozy avait "souligné qu'il était déterminant, pour permettre la reprise du processus de paix, que cessent les activités de colonisation ainsi que le demande l'ensemble de la communauté internationale".

Nicolas Sarkozy et Mahmoud Abbas ont évoqué d'autre part le projet franco-égyptien de réunion d'un sommet de l'Union pour la Méditerranée (UPM) pour appuyer la relance du processus de paix si elle se concrétise.

"Le chef de l'Etat et M. Abbas ont estimé qu'un tel sommet permettrait, si les conditions de sa tenue étaient réunies, d'apporter une contribution essentielle aux progrès du processus de paix", lit-on dans le communiqué de l'Élysée.

4 septembre

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article851>

1-5 Négociations.

04-09

Mahmoud Abbas a fait vendredi du gel de la colonisation israélienne dans les territoires occupés un préalable à une éventuelle rencontre avec Nétanyahou en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York fin septembre.

La rencontre "dépendra des pas, des mesures, qui l'auront précédée concernant le gel de la colonisation", a répondu M. Abbas interrogé par la presse à l'issue d'un entretien d'une heure au Palais de l'Elysée avec Nicolas Sarkozy.

Selon un communiqué de l'Elysée, le président français "a souligné qu'il était déterminant, pour permettre la reprise du processus de paix, que cessent les activités de colonisation".

Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a également condamné les projets de Benjamin Nétanyahou, estimant qu'ils "suspendraient la processus de paix" s'ils étaient menés à bien.

http://fr.news.yahoo.com/3/20090904/twl-israel-palestiniens-cisjordanie-951b410_4.html

1-13 Prisons & tortures -

Echange de cadeaux pour Gilad Shalit et des prisonniers palestiniens.

Des cadeaux ont été échangés entre les familles de prisonniers palestiniens et de Gilad Shalit, soldat franco-israélien.

Sami Obeid a remis à Noam Shalit cent colis "renfermant des lettres, des exemplaires du **Coran** et des cadeaux" pour des prisonniers palestiniens incarcérés en **Israël**.

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

30-08

Netanyahu a indiqué dimanche que son gouvernement n'avait pas pris de décision sur la question: une possible acceptation par Israël d'un gel de neuf mois de la colonisation sauf à Jérusalem-est "Aucune décision n'a été prise à ce sujet et aucune conclusion n'a été tirée", avait-il déclaré à la radio publique en réponse à une question sur une possible acceptation par Israël d'un gel de neuf mois de la colonisation sauf à Jérusalem-est (annexée après sa conquête en 1967).

"Il s'agit là de rumeurs. Nous n'avons rien accepté. Nous poursuivons le dialogue avec Washington", avait-il souligné.

Washington, soutenu par les grands pays européens, réclame le gel total de la colonisation en préalable à une reprise des négociations de paix, suspendues depuis la fin 2008. Israël a jusqu'à présent refusé.

Toutefois, l'administration Obama a paru reculer récemment sur cette question face à l'opposition d'Israël, indiquant qu'un gel total de la construction ne représentait pas une condition préalable à une reprise des négociations de paix avec les Palestiniens.

Plus de 300.000 colons juifs sont installés en Cisjordanie et quelque 200.000 Israéliens vivent dans une douzaine de quartiers de colonisation érigés dans la partie orientale de Jérusalem.

<http://www.romandie.com/infos/News2/090902123423.oytk0lny.asp>

Nétanyahou prêt à approuver plusieurs centaines de nouvelles implantations.

Nétanyahou va approuver la construction de plusieurs centaines de nouvelles habitations avant de consentir à un gel temporaire des colonisations en Cisjordanie, ont affirmé vendredi plusieurs de ses conseillers.

Ces collaborateurs, qui s'exprimaient sous couvert de l'anonymat, ont indiqué que M. Nétanyahou approuverait dans les prochains jours la construction de centaines de nouveaux appartements en Cisjordanie.

Ils n'ont fourni aucun chiffre précis mais ont précisé que ces nouvelles habitations viendraient s'ajouter aux 2.500 déjà en construction.

Ces implantations se situeront à l'intérieur des principaux foyers de colonies actuels, et un éventuel gel temporaire ne concernerait pas non plus Jérusalem-est, que les Palestiniens revendiquent comme capitale de leur Etat, selon ces sources.

Par ces informations, Israël semble défier ouvertement l'administration Obama, qui a publiquement fait du gel des colonisations par l'Etat hébreu une condition de la reprise des pourparlers de paix avec les Palestiniens.

http://fr.news.yahoo.com/3/20090904/twl-israel-palestiniens-cisjordanie-951b410_4.html

Nétanyahou prêt à approuver plusieurs centaines de nouvelles implantations

Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou va approuver la construction de plusieurs centaines de nouvelles habitations avant de consentir à un gel temporaire des colonisations en Cisjordanie, ont affirmé vendredi plusieurs de ses conseillers.

Ces collaborateurs, qui s'exprimaient sous couvert de l'anonymat, ont indiqué que M. Nétanyahou approuverait

dans les prochains jours la construction de centaines de nouveaux appartements en Cisjordanie. Ils n'ont fourni aucun chiffre précis mais ont précisé que ces nouvelles habitations viendraient s'ajouter aux 2.500 déjà en construction.

Ces implantations se situeront à l'intérieur des principaux foyers de colonies actuels, et un éventuel gel temporaire ne concernerait pas non plus Jérusalem-est, que les Palestiniens revendiquent comme capitale de leur futur Etat, selon ces sources.

Par ces informations, Israël semble défier ouvertement l'administration Obama, qui a publiquement fait du gel des colonisations par l'Etat hébreu une condition de la reprise des pourparlers de paix avec les Palestiniens. La Maison Blanche a d'ailleurs vivement réagi vendredi, affirmant que la décision de Benyamin Nétanyahou allait contre la feuille de route pour la paix au Proche-Orient.

"Nous regrettons les informations sur les projets israéliens d'approuver la construction d'implantations supplémentaires", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs dans un communiqué. "Comme l'a dit le président, les Etats-Unis ne reconnaissent pas la légitimité de l'expansion des implantations, et nous appelons à sa fin".

Reçu à Paris, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a fait vendredi du gel de la colonisation israélienne dans les territoires occupés un préalable à une éventuelle rencontre avec Benyamin Nétanyahou en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York fin septembre.

La rencontre "dépendra des pas, des mesures, qui l'auront précédée concernant le gel de la colonisation", a répondu M. Abbas interrogé par la presse à l'issue d'un entretien d'une heure au Palais de l'Elysée avec Nicolas Sarkozy. Selon un communiqué de l'Elysée, le président français "a souligné qu'il était déterminant, pour permettre la reprise du processus de paix, que cessent les activités de colonisation".

Le nombre de colons israéliens en Cisjordanie a constamment augmenté depuis des décennies et a plus que doublé depuis le début des années 1990. Aujourd'hui, environ 300.000 israéliens vivent parmi 2,5 millions de Palestiniens dans le territoire. Ils sont également 180.000 à vivre dans les quartiers est de Jérusalem.

4 septembre

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article851>

2-4 Les grandes manœuvres...

05-09

Le président Pères a appelé à la création d'un Etat palestinien, même sans un accord de paix israélo-palestinien formel.

"Israël a décidé de faire la paix sur la base de deux Etats -un Israélien et un Palestinien", a-t-il déclaré. "J'aimerais qu'on puisse le faire en une seule fois. Apparemment ce n'est pas possible".

5/9

http://fr.news.yahoo.com/3/20090904/twl-israel-palestiniens-cisjordanie-951b410_4.html

2-6 Pays corrompu cherche ...

Olmert : un an après la démission, l'inculpation.

L'ex-Premier ministre Olmert, un an après sa démission, a été inculpé hier pour corruption, une première dans l'histoire de l'État hébreu pour un ancien chef de gouvernement.

« Le procureur général a décidé d'inculper l'ancien Premier ministre Ehud Olmert et sa secrétaire personnelle Shula Zaken », a annoncé le bureau du procureur général Menahem Mazouz. Trois chefs d'inculpation de corruption ont été retenus contre lui. Le dossier d'inculpation, qui compte 61 pages, porte sur des charges de « fraude », d'« abus de confiance », d'« enregistrement de faux documents » et de « dissimulation de revenus frauduleux ».

M. Olmert a réagi en se disant « convaincu d'être en mesure de prouver une fois pour toutes son innocence » devant la justice, selon un communiqué diffusé par son porte-parole, Amir Dan. « Après avoir déposé un Premier ministre en exercice, il est évident que (...) le procureur général n'a pas d'autre choix que d'inculper » M. Olmert, a ajouté le porte-parole.

L'ancien Premier ministre centriste, 63 ans, qui a toujours clamé son innocence, a démissionné de ses fonctions le 21 septembre 2008, après que la police eut recommandé son inculpation dans le dossier Talansky.

L'un des chefs d'inculpation retenus contre M. Olmert porte sur cette affaire de transferts illégaux de fonds de la part de Morris Talansky, un homme d'affaires juif américain, alors que M. Olmert était maire de Jérusalem entre 1993 et 2003.

La deuxième, dite Rishontours, porte sur des billets d'avion que M. Olmert se serait fait rembourser plusieurs fois pour lui-même et des membres de sa famille.

La troisième affaire pour laquelle M. Olmert devra rendre des comptes concerne des nominations de certains de ses proches à des fonctions au Centre d'investissement, un organisme officiel.

En juillet dernier, le procureur général avait décidé de clore, faute de preuve, l'affaire dite de la rue Crémieux, dans laquelle M. Olmert était soupçonné d'avoir acheté un appartement dans cette rue huppée de Jérusalem, alors qu'il était maire, en bénéficiant d'un important rabais, et d'avoir en échange aidé l'entrepreneur à obtenir des permis de construire dans cette zone.

Une autre affaire de trafic d'influence le concernant, alors qu'il était ministre de l'Industrie et du Commerce en 2005, et qui concernait la vente des parts de l'État dans la Banque Leumi avait été abandonnée en décembre 2008.

Porté au pouvoir en mars 2006 en succession d'Ariel Sharon, le 12e Premier ministre d'Israël a quitté le pouvoir en mars dernier sur un bilan contesté.

31/08/2009

http://www.lorientlejour.com/category/International/article/629658/Olmert+:_un_an_apres_la_demission,_l'inculpat ion.html

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

05-09

Le nombre de colons israéliens en Cisjordanie a constamment augmenté depuis des décennies et a plus que doublé depuis le début des années 1990. Aujourd'hui, environ 300.000 israéliens vivent parmi 2,5 millions de Palestiniens dans le territoire. Ils sont également 180.000 à vivre dans les quartiers est de Jérusalem.

http://fr.news.yahoo.com/3/20090904/twl-israel-palestiniens-cisjordanie-951b410_4.html

Netanyahu n'a pas l'intention de geler la colonisation.

Netanyahu n'a pas l'intention de procéder au gel de la colonisation en Cisjordanie, a assuré l'un de ses ministres, Yossi Peled, cité mercredi par le Jérusalem Post.

"J'ai entendu de mes propres oreilles le Premier ministre dire qu'il n'avait pas l'intention de geler la construction dans les colonies ou à Jérusalem", a déclaré M. Peled, ministre sans portefeuille, lors d'une rencontre avec des membres de son parti, le Likoud (droite), rapporte le quotidien en langue anglaise.

"Il (M. Netanyahu) a dit qu'il n'y avait pas d'accord sur le gel de la construction dans les colonies. Je vous l'assure de première main", a-t-il ajouté.

M. Peled a accompagné le chef du gouvernement israélien au cours de sa tournée européenne la semaine dernière, au cours de laquelle M. Netanyahu a discuté avec l'émissaire américain pour le Proche-Orient George Mitchell de 'l'épineux' problème de la colonisation en Cisjordanie occupée.

La porte-parole de M. Peled a confirmé ces propos, en précisant qu'ils avaient été tenus après ce voyage de M. Netanyahu en Europe.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu auprès du bureau du Premier ministre.

02 septembre

<http://www.romandie.com/infos/News2/090902123423.oytk0lny.asp>

Israël veut donner un coup d'accélérateur à la colonisation en Cisjordanie occupée avant tout gel partiel.

Benjamin Nétanyahou, veut donner un coup d'accélérateur à la colonisation en Cisjordanie occupée avant tout gel partiel, indique une source auprès de la présidence du conseil à Jérusalem. "*Le premier ministre va faire approuver ces prochains jours des projets de construction dans les implantations, et ce n'est qu'ensuite qu'il pourrait accepter un moratoire de plusieurs mois*", confirme une source gouvernementale. Ce plan est "*totalelement inacceptable*" pour les Palestiniens, affirme, vendredi 4 septembre, le négociateur palestinien en chef Saëb Erakat.

Ce gel provisoire porterait uniquement sur la construction de nouveaux logements dans les colonies de Cisjordanie, où vivent quelque 300 000 Israéliens. En revanche, il ne concernerait pas les 2 500 logements qui ont déjà reçu le feu vert du gouvernement. Il ne toucherait pas non plus les bâtiments publics, ni les quartiers de colonisation de Jérusalem-Est, où résident environ 200 000 Israéliens.

En échange, des pays arabes tels que le Qatar, Oman, la Tunisie et le Maroc devraient donner leur accord à l'ouverture de représentations commerciales israéliennes sur leur territoire. Israël compte obtenir le soutien des Etats-Unis pour ce plan, en dépit de l'opposition de l'administration de Barack Obama à la poursuite de la colonisation.

Des responsables israéliens ont eu un entretien mercredi avec l'émissaire américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, au cours duquel les deux parties ont réaffirmé leur "*engagement pour une paix globale*" dans la région, selon le département d'Etat. M. Mitchell doit revenir dans la région la semaine prochaine pour une nouvelle série d'entretiens avec des responsables israéliens et palestiniens.

M. Obama a exigé, avec l'appui des Européens, un gel total de la colonisation juive pour favoriser une relance des négociations avec les Palestiniens, suspendues depuis l'offensive militaire israélienne de vingt-deux jours contre le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, en décembre et janvier.

04.09.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/09/04/israel-veut-donner-un-coup-d-accelereur-a-la-colonisation-en-cisjordanie-occupee-avant-tout-gel-partiel_1235689_3218.html

Le gouvernement approuve la construction de 366 nouveaux appartements en Cisjordanie.

07-09

Le gouvernement israélien a officiellement approuvé lundi la construction de 366 nouveaux appartements en Cisjordanie. Le ministre Barak a précisé qu'il avait l'intention d'en faire approuver bientôt 84 autres par le cabinet israélien.

Il s'agit des premières constructions neuves approuvées par Nétanyahou depuis son arrivée au pouvoir en mars. Cette décision lui permet de garantir le soutien de sa coalition qui s'est engagée à étendre les frontières de l'Etat hébreu en Cisjordanie.

Mais cette décision vient également souligner le fossé qui semble se creuser entre Israël et Washington sur la question de l'expansion des colonies juives de peuplement.

Les Palestiniens ont fait savoir qu'ils ne retourneraient pas à la table des négociations jusqu'à un gel total des constructions dans ces colonies.

L'émissaire américain pour le Proche-Orient est attendu dans la semaine pour tenter de combler le fossé et remettre le processus de paix sur les rails

7/9

http://fr.news.yahoo.com/3/20090907/twl-israel-palestiniens-cisjordanie-951b410_2.html

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

02-09

Israël a décidé de libérer 9 législateurs appartenant au mouvement du Hamas de Cisjordanie, après plus de trois ans de détention.

La nouvelle a été confirmée par un membre du Conseil Législatif Palestinien mercredi.

Les députés en question sont Khaled Said, Khaled Salman et Ibrahim Dahbour de Jénine; Riyad Raddad de Tulkarem; Yasser Mansour et Al Hosny Boureeny de Naplouse, Imad Nofal de Qalqilia, Nasser Abdul-Jawad de Salfit, et Mohammad Abu Jheisha de Hébron.

Le mouvement Hamas espère que la libération des députés permettra au Conseil législatif de reprendre son activité.

Encore 23 députés du Hamas sont détenus. La plupart avait été arrêtée en 2006.

(PNN)

Libération de Nasser al-Shaer.

Le **Service des prisons israélien** a annoncé jeudi la libération de **Nasser al-Shaer**, un responsable politique du **Hamas** arrêté il y a six mois en Cisjordanie. Nasser Al-Shaer a été libéré d'une prison du sud d'Israël jeudi après avoir purgé une période de détention fixée en vertu d'une décision de l'**armée israélienne**, a précisé le porte-parole des autorités pénitentiaires Yaron Zamir. Israël a arrêté des responsables du Hamas comme Nasser Al-Shaer pour faire pression sur le Hamas.

Figure de premier plan du Hamas en Cisjordanie, Nasser Al-Shaer a été vice-Premier ministre du gouvernement d'union palestinien.

17/9

<http://tempsreel.nouvelobs.com/>

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

Israël fait des expériences sur les prisonniers palestiniens".

Selon un responsable de l'AP, l'Etat hébreu prive ses détenus de soins médicaux. Un responsable de l'Autorité palestinienne a déclaré qu'Israël ne faisait pas assez pour maintenir les prisonniers palestiniens en bonne santé. Lors d'un entretien à l'agence de presse palestinienne Palestinian Ma'an, Issa Karaki, ministre des Affaires des prisonniers, a indiqué la récente découverte de 25 cas de cancer parmi des prisonniers palestiniens.

"[Cela] est révélateur du peu de soins médicaux qui leur sont prodigués", a-t-il affirmé.

« Il y a au moins 1 500 prisonniers qui ont besoin d'un traitement médical urgent", a poursuivi Karaki. Selon lui, l'Etat hébreu mène des expériences sur les détenus palestiniens.

Le ministre de l'AP a également demandé une intervention de la communauté internationale sur cette question et a appelé l'Organisation mondiale de la santé à enquêter sur le déclin de l'état de santé des prisonniers palestiniens enfermés dans les geôles israéliennes

01.09.09

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1251804465387&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

4 pays arabes prêts à normaliser avec "Israël". !!!

Le quotidien britannique "The Guardian" a révélé que quatre états arabes ont accepté en principe d'entamer la normalisation de leurs relations avec Israël: le Bahreïn, le Qatar, les Émirats et le Maroc.

Ils seraient prêts à autoriser l'utilisation de leur espace aérien par la compagnie aérienne israélienne (el-Al), l'ouverture d'ambassade et de bureaux commerciaux israéliens, et l'entrée de touristes dont les passeports portent des tampons israéliens.

En revanche, rapporte le journal, l'Arabie saoudite s'obstine à refuser ceci, au motif qu'Israël a obtenu beaucoup trop de concessions. Mais elle ne tentera pas pour autant d'empêcher les autres pays de suivre la voie de la normalisation.

Selon le journal, " une alliance entre différents pays arabes à laquelle l'Arabie saoudite pourrait faire partie, effectuée des contacts secrets avec Israël pour discuter ce qu'ils considèrent être une menace commune contre eux venant d'Iran".

EDT par [SOULEIMAN](#)

01 septembre

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4619>

Égypte

01-09

La police égyptienne a saisi deux tonnes d'explosifs dans une cache proche de la frontière avec la bande de Gaza, a-t-on appris de source proche des services de sécurité.

Les policiers égyptiens avaient trouvé lundi les entrées de quatre tunnels et avaient déjoué la veille dans le secteur de Sarsouriyah une tentative de faire entrer 500 kg d'explosifs dans le territoire palestinien, a-t-on précisé de même source.

Quatre cents tunnels ont été découverts par la police égyptienne à la frontière depuis le début de l'année.

http://fr.news.yahoo.com/4/20090901/twl-egypte-explosifs-bd5ae06_1.html

Émirats arabes

Les Émirats arabes procèdent au "transfert" des Palestiniens.

Avant que le transfert israélien des Palestiniens autochtones des territoires de 1948 ne soit décrété, ce sont les pays arabes qui commencent à "transférer" les Palestiniens qui résident dans leur territoire.

Le ton a été donné par les Émirats arabes unis qui a procédé à l'expulsion de milliers de Palestiniens. Avec pour seule explications, des raisons sécuritaires, ou une décision des autorités suprêmes.

Un Palestinien résident dans cette principauté et s'exprimant pour "al-Watan" a établi un lien entre ces dispositions et les mesures qui devraient découler de la solution finale du conflit arabo- israélien, à laquelle s'attelle l'administration américaine actuelle qui exclut le retour des réfugiés et suggère leur implantation dans les pays où ils résident.

D'autres explications pourraient être invoquées, vu que les Palestiniens de la Cisjordanie soumise à l'Autorité en sont exclus. Seuls sont concernés par l'expulsion les Palestiniens originaires de la bande de Gaza, ceux qui détiennent un passeport jordanien temporaire, ou des documents égyptiens.

((Sachant aussi que cette décision avait été précédée par une autre similaire touchant des Libanais d'une seule confession musulmane !))

Ils sont sommés de mettre fin à leurs travaux et de quitter les pays dans un délai maximum d'une semaine. Leurs cartes de séjour sont annulées, ce qui leur ferme l'accès à tous les pays arabes du Golf, même aux Terres saintes. L'empreinte de leurs yeux est prélevée puis généralisée dans tous les ministères de l'intérieur de ces états, pour empêcher leur éventuel retour.

La décision est appliquée de façon arbitraire et n'exclut même pas ceux qui vivent aux Émirats depuis plus de 40 ans et ont présenté des demandes de naturalisation.

Ironie du sort aucun pays arabe n'a proposé de les accueillir. Seule un pays islamique lointain s'y est osé: la Malaisie!

Serait-ce pour dépêcher les Palestiniens, une fois de plus, le plus loin possible de la Palestine.

Leila Mazboudi :

Source : Al Manar TV

<http://www.almanar.com.lb/>

1er septembre

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Leila_Mazboudi.010909.htm

Turquie

Davutoglu annule sa visite à Jérusalem

Le ministre turc des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, a annulé un voyage prévu en Israël la semaine prochaine, parce que Jérusalem ne voulait pas qu'il entre en terre sainte par la bande de Gaza. Un haut représentant du gouvernement a déclaré, mardi soir, qu'Israël ne pouvait accepter que des diplomates étrangers rencontrent les leaders du Hamas à Gaza et veuillent ensuite, au cours du même voyage, s'entretenir avec les dirigeants israéliens.

"S'ils viennent à Jérusalem, directement après une réunion avec le Hamas, ils donnent l'impression que nous légitimons leur visite à Gaza", a déclaré le fonctionnaire. "Nous n'avons aucune intention de le faire."

Une importante rencontre avec l'envoyé spécial de la Norvège au Moyen-Orient, John Hansen-Bauer, avait également été annulée, le mois dernier, pour les mêmes raisons. Il devait rencontrer le chef du Hamas, Khaled Mashaal, avant d'arriver en Israël. Hansen-Bauer n'avait pas pris la peine d'avertir Jérusalem de cette réunion. La Turquie, la Norvège et la Russie maintiennent ouvertement des contacts réguliers avec le Hamas, malgré la décision du Quartet de n'avoir aucun rapport avec l'organisation tant qu'elle ne répondra pas aux trois conditions suivantes : reconnaître l'Etat d'Israël, éradiquer le terrorisme(...) et accepter les précédents accords israélo-palestiniens.

Selon l'agence de presse chinoise Xinhua, la visite d'Hansen-Bauer à Gaza a eu lieu "la semaine dernière" et "portait sur le nombre de prisonniers palestiniens qu'Israël pourrait expulser vers des pays européens, dont la Norvège", dans le cadre de la libération de Guilad Shalit. Ces informations n'ont pas été confirmées de manière officielle.

9/9

<http://fr.jpost.com:80/servlet/Satellite?cid=1251804526854&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Obama

Le plan d'Obama vise à exterminer la cause palestinienne.

Le député du Hezbollah, Mohammad Raad, a souligné que « le plan du président américain Barack Obama pour le règlement de la crise au Moyen-Orient constitue un projet d'extermination de la cause palestinienne.

Ce plan ne passera pas, la volonté des résistants palestiniens étant plus forte que tout, car en fin de compte c'est la justice qui vaincra ».

« Le règlement en vue d'une paix au Moyen-Orient n'implique pas une paix, mais le fait d'abdiquer ses droits », a-t-il également estimé.

4 septembre

http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/630213/Raad+%3A_Le_plan_d%27Obama_vise_a_exterminer_la_cause_palestinienne.html

2 Les grandes manœuvres

04-09

La Maison Blanche a vivement réagi vendredi, affirmant que la décision de Benyamin Nétanyahou allait contre la feuille de route pour la paix au Proche-Orient.

"Nous regrettons les informations sur les projets israéliens d'approuver la construction d'implantations supplémentaires", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs dans un communiqué. "Comme l'a dit le président, les Etats-Unis ne reconnaissent pas la légitimité de l'expansion des implantations, et nous appelons à sa fin".

http://fr.news.yahoo.com/3/20090904/twl-israel-palestiniens-cisjordanie-951b410_4.html

Massacre de Gaza: l'administration Obama s'oppose à une recommandation du document, qui parle de poursuivre Israël devant la Cour pénale internationale.

Le rapport de l'ONU, établi que lors de l'opération "Plomb durci", du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 dans la Bande de Gaza, "Israël a commis des actions qui équivalaient à des crimes de guerre, peut-être des crimes contre l'humanité".

L'enquête de 575 pages, a été dirigée par l'ancien juge sud-africain Richard Goldstone.

Les Etats-Unis s'opposent à une recommandation du document, qui parle de poursuivre Israël devant la Cour pénale internationale.

- Cette mention nous "préoccupe très sérieusement", a expliqué Ian Kelly, le porte-parole du département d'Etat, qui ajoute qu'Israël "a des institutions démocratiques (...) pour enquêter et poursuivre les abus et nous l'encourageons à s'en servir".

Ian Kelly souligne que le rapport qui "même s'il traite de toutes les parties en conflit, se concentre principalement sur les actions d'Israël".

Les autorités américaines craignent que les Etats arabes, entre autres, se servent de ce document à la 64e Assemblée générale de l'ONU qui commence mercredi prochain.

ML

3 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Les efforts de George Mitchell au Proche-Orient restent vains...

L'émissaire américain au Proche-Orient George Mitchell n'est pas parvenu à rapprocher les points de vues israélien et palestinien sur le dossier des colonies juives de Cisjordanie, en dépit de multiples navettes diplomatiques.

A l'issue de son dernier entretien avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu, à Jérusalem, un membre du gouvernement israélien a jugé possible de geler les constructions dans les implantations juives plus de six mois mais pas pendant un an.

"Israël acceptera d'étendre ce gel au-delà de six mois (évoqués précédemment de source israélienne autorisées-NDLR) - peut-être neuf mois, mais moins d'un an", a déclaré à la presse ce responsable ayant requis l'anonymat. "La visite de Mitchell s'est achevée sans accord", a quant à lui conclu Saëb Erekat, principal négociateur palestinien, après une nouvelle visite de l'ancien sénateur américain à Ramallah, où il a rencontré le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

George Mitchell a ensuite repris la route de Jérusalem pour une dernière entrevue avec le chef du gouvernement israélien, avant de regagner Washington au terme d'une semaine de tractations.

Mahmoud Abbas a fait du gel des constructions dans les colonies un préalable à la reprise des négociations israélo-palestiniennes rompues en décembre lors de l'offensive de Tsahal dans la bande de Gaza.

Le Nouvel An juif et l'Aïd el Fitr, qu'Israéliens et Palestiniens s'approprient à célébrer, ne laissent que peu de temps à l'émissaire américain pour arracher un accord qui ouvrirait la voie à une rencontre entre Benjamin Netanyahu, Mahmoud Abbas et Barack Obama, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, la semaine prochaine, à New York. Sans exclure une telle rencontre, Saëb Erekat a jugé qu'elle serait "dénudée de sens" si le Premier ministre israélien campe sur ses positions.

Dans les deux camps, on reconnaît qu'il sera difficile de ne pas répondre à l'invitation de Barack Obama, qui a fait du Proche-Orient l'une de ses priorités diplomatiques. Rien n'indique cependant que Benjamin Netanyahu, soutenu par une majorité favorable à la cause des colons, soit prêt à aller au-delà d'un gel de quelques mois du développement des implantations.

Un autre obstacle réside dans la réticence israélienne à s'engager sur un calendrier de négociations en vue d'aboutir peut-être dans les deux ans à la création d'un Etat palestinien.

De son côté, Mahmoud Abbas, nie avoir accepté l'idée d'accords temporaires ou intérimaires

18 septembre 2009,

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article893>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

ONU

Les agressions contre Gaza ont causé des pertes valant 4 milliards de dollars.

L'office du commerce et du développement à l'ONU a publié un rapport dévoilant que les agressions sionistes contre la Bande de Gaza entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009 ont causé des pertes économiques valant 4 milliards de dollars.

Dans son rapport, l'organisation a dit, le mardi 8/9, que l'arrêt total des activités économiques lors des 22 jours d'agressions sionistes contre la Bande de Gaza a causé des dommages de 88 millions de dollars contre les produits locaux.

L'organisation qui poursuit la situation économique dans les territoires palestiniens depuis plus de 25 ans, a déclaré que l'actuelle situation est la plus mauvaise dans la Bande de Gaza sur le niveau de la sécurité économique et les conditions de vie dans la Bande depuis 1967.

Elle a exprimé son regret qu'on n'a ouvert aucune somme d'argent pour soutenir le plan de développement, malgré l'annonce de la conférence de Charm el-Cheikh de consacrer 4.5 milliards de dollars pour ce dossier. Le rapport a souligné que la pauvreté frappe plus de 90% des habitants de la Bande de Gaza.

De son côté, le coordinateur du programme de soutien au peuple palestinien à l'ONU, Mohamed al-Khafif, a souligné que les dommages directs et indirects représentent le triple de la quantité de l'économie de Gaza.

CPI

09/09/2009

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7tMTWu11x06rAGcnyBbUKuYdhJmGvSzfQ3V8cU%2f%2faRnJh8TpBWLdH7nb3OSly9i1iAhybOzHeuRC%2fOPL%2blhcQgrY1FBR5gFWEI193tVzB5ac%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7tMTWu11x06rAGcnyBbUKuYdhJmGvSzfQ3V8cU%2f%2faRnJh8TpBWLdH7nb3OSly9i1iAhybOzHeuRC%2fOPL%2blhcQgrY1FBR5gFWEI193tVzB5ac%3d)

2 Europe

2 France

Bil'in : Une délégation chez Kouchner.

Communiqué de la délégation 'Bil'in' qui s'est rendue au Quai d'Orsay le 12 août dernier.

Suite à l'envoi d'une lettre signée par plus de 40 associations et organisations, concernant la répression contre la population du village de Bil'in qui mène une résistance non-violente en Palestine, une délégation a été reçue au Quai d'Orsay le mercredi 12 août. La délégation se félicite de cette entrevue. Elle continuera d'être très vigilante et maintiendra la pression pour que les actes du Gouvernement français soient conformes à ses déclarations, avec l'ensemble des organisations qui ont signé cette lettre. Elle a pris note de l'invitation du Cabinet du Ministre de recevoir de nouveau une délégation après l'Assemblée générale de l'ONU de septembre 2009.

La délégation a rappelé la résistance populaire non-violente menée par la population de ce village contre la "barrière de sécurité" qui retire plus de la moitié de ses terres au village, et pour faire valoir ses droits sur ses terres. Cette construction a été condamnée par la Cour Internationale de justice et, suite à une plainte déposée par les habitants de Bil'in, son tracé a été condamné à plusieurs reprises par la Haute Cour de Justice Israélienne². Le tracé de la barrière devrait être modifié à Bil'in puisque les habitants ont gagné un procès devant les tribunaux israéliens. La délégation est revenue avec insistance sur la situation actuelle des habitants victimes d'une répression violente de la part de l'armée israélienne.

La délégation a remis une lettre du Président du Comité populaire de Bil'in, Eyad Bornat, datée du 11 août, retraçant l'ensemble des aspects nouveaux et tragiques dont est l'objet la population de Bil'in, destinée au Ministre. Dans cette lettre, Eyad Bornat écrit : " nous vous supplions d'intervenir auprès de l'Etat israélien pour mette fin à la politique de confiscation des terres palestiniennes, de meurtres et de destruction de nos oliviers que nous cultivons depuis des siècles". Cette lettre invite le ministre Bernard Kouchner "à rendre visite à notre petit village pour voir vous-même ce qui se passe ici et pour nous soutenir dans nos actions pour la justice et pour la paix".

La discussion franche qui s'est déroulée pendant une heure trente avec les représentants du ministre a porté sur la nécessité de l'action de la part de la communauté internationale, et de la France. Au-delà des mots, il doit être mis un terme aux injustices et aux violences cruelles dont sont victimes les habitants du village et plus généralement le peuple palestinien.

Au moment où l'on célèbre le soixantième anniversaire des Conventions de Genève, la délégation a demandé expressément non pas un rehaussement de l'accord d'Association mais la suspension de cet accord qui devrait être soutenue par la France conformément à l'article 2, cet accord étant conditionné au respect des droits de l'homme.

Les représentants du Ministre nous ont fait valoir qu'ils étaient sensibles à la démarche de la délégation et ont rappelé que le président Sarkozy a déclaré devant la Knesset que l'arrêt de la colonisation doit être total et immédiat et l'a rappelé récemment à M. Netanyahou. Ils considèrent que les décisions de justice doivent être appliquées et que le soutien à la population de Bil'in est légitime. La politique de la France vis à vis d'Israël est désormais marquée par une autre approche que par le passé, cherchant à utiliser des "leviers positifs" vis à vis de ce pays, sans négliger de parler le langage de la franchise. La délégation a souligné que la question centrale - et cela de longue date - était celle de l'impunité d'Israël qui ne saurait se placer au dessus du droit international. Demander l'application du droit ne saurait être considéré comme un "ostracisme" vis à vis d'Israël sous peine d'affaiblir le droit international. La délégation a souligné aussi qu'il serait normal que cette « diplomatie positive » soit appliquée aux Palestiniens pour faire valoir leurs droits légitimes.

Les représentants du Ministre ont indiqué avoir pris bonne note des observations et considérations de la délégation. Ils ont affirmé que la France "soutenait" les actions non-violentes menées à Bil'in et ailleurs. Ils ont déclaré vouloir examiner les actions envisageables pour Bil'in et sur un plan général pour arriver à un règlement global et à la création de l'état palestinien. La proposition nous est faite de nous revoir après l'Assemblée générale des Nations Unies durant laquelle ces questions seront abordées.

Tout en se félicitant d'avoir été reçue par le cabinet du Ministre, la délégation continuera d'être très vigilante et maintiendra son attention et la pression pour que les actes du Gouvernement français soient conformes à ses déclarations, avec l'ensemble des organisations qui ont signé cette lettre.

Mouvement de la paix

(1) La délégation comprenait des représentants d'AFD (Alliance for Freedom and dignity-France), AFPS (Association France-Palestine solidarité) Ligue des droits de l'Homme, MAN (Mouvement pour une alternative non-violente), Mouvement de la Paix, MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et UJFP (Union française juive pour la paix).

Elle a été reçus par M/ MMAURIES Conseiller au cabinet de Bernard Kouchner pour l'Afrique du Nord, le Proche-Orient et le Moyen-orient

Nicole BOUEXEL : 06 70 57 91 23

05-09-2009

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2>

<http://www.aloufok.net/spip.php?article822>

3 Suède

Le ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt annule une visite en Israël.

Le ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt a annulé un déplacement prévu vendredi en Israël, selon un porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, sur fond de polémique après la parution en août dans un quotidien de Stockholm d'un article laissant entendre que des soldats israéliens tuent des Palestiniens pour faire commerce de leurs organes.

Selon Yigal Palmor, un porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, la Suède a informé vendredi l'ambassade d'Israël à Stockholm de la décision de M. Bildt d'annuler son déplacement.

M. Palmor n'a fait aucun commentaire sur les raisons de cette décision, intervenant le jour de l'annonce de la construction prochaine de nouveaux logements dans des implantations israéliennes en Cisjordanie. A Stockholm, la porte-parole de M. Bildt, Irena Basic, a souligné qu'aucune date n'avait été fixée pour le déplacement en Israël du chef de la diplomatie suédoise, dont le pays assure actuellement la présidence de l'Union européenne.

Irena Basic a par ailleurs réfuté tout lien avec l'article paru en août dans le principal quotidien suédois, "Aftonbladet". L'article a déclenché la polémique en Israël, où Benjamin Nétanyahou a réclamé une condamnation de la part de Stockholm, idée rejetée par Carl Bildt.

6/9

<http://fr.news.yahoo.com:80/3/20090906/twl-israel-suede-polemique-951b410.html>

Vénézuela

Chavez fustige Israël, de génocidaire et d'assassin.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a fustigé jeudi soir l'entité sioniste et demandé la restitution du plateau du Golan à la Syrie, lors d'une conférence de presse à Damas avec son homologue syrien Bachar al-Assad.

L'Etat d'Israël est devenu un Etat génocidaire, un Etat assassin, ennemi de la paix", a-t-il affirmé, en soulignant que le Venezuela et la Syrie menaient les mêmes "résistances" et avaient les mêmes "ennemis". "Israël est devenu l'exécutant des politiques de l'empire américain", a-t-il dit au palais présidentiel, en demandant la restitution à la Syrie du plateau du Golan, occupé par l'entité sioniste en 1967, et la fin du blocus des territoires palestiniens.

"Il faut lever de nouveau le drapeau de Nasser, du socialisme, du pouvoir populaire et de la libération du peuple arabe", a analysé le dirigeant bolivarien.

"Israël n'est pas prêt à réaliser la paix à court ni à moyen terme", a accusé pour sa part M. Assad, estimant que "tous les gouvernements israéliens qui se sont succédés depuis 1991 sont identiques, et jusqu'aujourd'hui rien de nouveau ne s'est produit en ce qui a trait au processus de paix".

"Le seul élément qui différencie ces gouvernements est leur tactique, mais sur le fond ils sont pareils et les sondages israéliens prouvent que les Israéliens ne sont pas prêts à faire la paix car ils ne veulent pas rendre la terre", a ajouté le président syrien.

Interrogé sur l'éventuelle émergence d'une alliance comprenant entre autres la Syrie, le Venezuela et l'Iran, M. Assad a plaisanté en déclarant avoir "proposé la création d'une nouvelle organisation englobant ces pays, et qu'on appellera +L'axe du Mal+".

Il faisait référence à l'expression employée en janvier 2002 par l'ancien président Bush pour désigner l'Irak de Saddam Hussein, l'Iran et la Corée du Nord.

4/9

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=101900&language=fr>

5 Médias/Vidéos

5-1 La fabrication du consentement (vidéoS vostfr)

Dans ce documentaire, Noam Chomsky et ses assistants présentent leur « modèle de propagande », véritable outil d'analyse et de compréhension de la manière dont fonctionnent les médias dominants.

Ils font la lumière sur la tendance lourde à ne travailler que dans le cadre de limites définies et à relayer, pour l'essentiel, les informations fournies par les élites économiques et politiques, les amenant ainsi à participer plus ou moins consciemment à la mise en place d'une propagande idéologique destinée à servir les intérêts des mêmes élites.

En disséquant les traitements médiatiques réservés à divers événements ou phénomènes historiques et politiques (communisme et anticommunisme, conflits et révolutions en Amérique Latine, guerres du Vietnam et du Cambodge, entre autres, ils mettent à jour des facteurs structurels qu'ils considèrent comme seuls susceptibles de rendre compte des comportements systématiques des principaux médias et des modes de traitement qu'ils réservent à l'information.

<http://www.mecanopolis.org/?p=9001>

VIDEO 1

http://www.dailymotion.com/video/x9yuxl_la-fabrication-du-consentement-de-n_news

VIDEO 2

http://www.dailymotion.com/video/x9yxpj_la-fabrication-du-consentement-de-n_news

VIDEO 3

http://www.dailymotion.com/video/x9z1c2_la-fabrication-du-consentement-de-n_news

VIDEO 4

http://www.dailymotion.com/video/x9z1qf_la-fabrication-du-consentement-de-n_news

VIDEO 5

http://www.dailymotion.com/video/x9z2z3_la-fabrication-du-consentement-de-n_news

VIDEO 6

http://www.dailymotion.com/video/x9z4m0_la-fabrication-du-consentement-de-n_news

VIDEO 7

http://www.dailymotion.com/video/x9yymd_la-fabrication-du-consentement-de-n_news

Article rédigé le 26 juil 2009, par Mekanopolis

Mekanopolis

<http://www.mekanopolis.org/?p=9001>

5-2 La Marine israélienne ...

http://www.youtube.com/watch?v=7cK_0l3ZM1U&url=http%3A%2F%2Fwww%2Eism%2Dfrance%2Eorg%2Fnews%2F&feature=player_embedded#t=106

5-3 Richard Silverstein : une stratégie pro-israélienne de communication.

(Extraits)

Israël et son lobby aux Etats-Unis ont publié, sous le titre étrange de *Global Language Dictionary*, un manuel de 116 pages pour définir une stratégie pro-israélienne de communication - dite « *Israël Project* » - à destination des membres du Congrès, des médias et d'autres tenants du pouvoir. Rédigée par Frank Luntz, un sondeur républicain, l'entreprise respire le désespoir et la cause perdue. Il va sans dire que les arguments avancés sont, non seulement dénués de toute vérité mais manquent de rigueur ou de crédibilité. La lecture du document laisse à penser que le lobby israélien n'est, en fait, qu'un château de cartes.

Le premier des 18 chapitres s'ouvre ainsi : « *Le premier pas pour gagner la confiance et des amis pour Israël, c'est de montrer que vous vous souciez de la paix pour les Deux parties, les Israéliens et les Palestiniens, et, en particulier, d'un meilleur futur pour chaque enfant. Effectivement, les phases de votre conversation sont extrêmement importantes et vous devez commencer par l'empathie pour les Deux parties. Commencez votre conversation avec des messages donnés pour efficaces tels que « Israël s'engage pour un meilleur futur pour tous – Israéliens comme Palestiniens. Israël veut voir la fin de la peine et de la souffrance et s'engage à travailler avec les Palestiniens à une solution pacifique, diplomatique où les deux côtés pourront avoir un avenir meilleur. Que ce temps soit celui de l'espoir et de l'opportunité pour les deux peuples... ».*

Dans le passage suivant, Luntz puise ses arguments dans *MEMRI*, - agence de propagande israélienne - et dans *Palestine Media Watch* de l'agent du Mossad, Itamar Marcus. « *En principe, nous croyons que les enfants ont le droit essentiel d'être élevés sans haine. Nous demandons à la direction palestinienne de mettre un terme à la culture de la haine dans les écoles palestiniennes dont 300 ont reçu les noms d'auteurs d'attentats suicide. Les dirigeants palestiniens doivent retirer des salles de classe les livres qui montrent le Moyen-Orient sans Israël et glorifient le terrorisme.* »

En fait, aucun enfant ne devrait craindre que son père ou sa mère, son frère, sa sœur, etc... ne soit tué parce qu'il se trouvait au mauvais moment au mauvais endroit, c'est à dire quand une recrue de 18 ans, morte de peur, décide de faire des exemples. Quant aux cartes, j'aimerais que Luntz ou Itamar Marcus me montre un livre israélien sur lequel figure une carte de la Palestine. Vous trouverez la Judée ou la Samarie mais qu'en est-il des millions de Palestiniens qui vivent dans les Territoires ?... Les attentats suicide sont choses du passé et les Palestiniens ont largement abandonné cette pratique, en raison de son impopularité parmi les Palestiniens modérés.

Les mots qui « fonctionnent »

« *Si vous commencez votre réponse par « je comprends et je sympathise avec ceux qui... », vous rendrez ce qui suivra plus crédible, vous aiderez à ce que votre audience sympathise et en accord avec vous.* »

« *Nous savons que les Palestiniens méritent des dirigeants qui se préoccupent du bien-être de leur peuple, qui ne s'octroient pas les millions de dollars d'assistance de l'Amérique et de l'Europe pour les placer dans des comptes bancaires en Suisse, ou qui s'en servent pour soutenir le terrorisme au lieu de la paix. Les Palestiniens ont besoin de livres, pas de bombes. Ils veulent des routes, pas des roquettes* ». Les accusations de détournement de fonds datent de l'époque d'Arafat, mort depuis quelque temps, et Frank Luntz devrait être mis au courant. Les Palestiniens, en revanche, aimeraient que l'on construise d'autres routes que celles de contournement

israéliennes permettant aux colons d'aller directement en Israël à travers les anciennes terres agricoles palestiniennes.

Ou encore « *Nous pouvons être en désaccord sur la politique... Mais il y a un principe fondamental sur lequel tous les peuples s'accorderont : un peuple civilisé ne prend pas pour cible des femmes et des enfants innocents* ». Il ne s'agit évidemment pas là des « femmes et des enfants innocents » massacrés lors de l'offensive de Gaza ! «... nous demandons aux dirigeants palestiniens d'en finir avec le langage de la violence... le langage des menaces... Nous n'arriverons pas à la paix si les dirigeants parlent de guerre... ». Mais, les dirigeants militaires et politiques israéliens utilisent *tous les jours* le langage de la violence, de l'incitation et de la guerre. Ecoutez-les.

« *Ne dites pas qu'Israël est sans faute ou erreur... Personne ne vous croira... Votre interlocuteur mettra en doute la véracité de tout ce que vous direz plus tard. Reconnaissez qu'Israël commet des fautes... Puis, changez de sujet aussi rapidement que possible en espérant qu'il n'aura pas remarqué ce que vous avez concédé. Mettez aussitôt l'accent sur le fait que les Palestiniens sont bien plus coupables que les Israéliens dans ce conflit* ».

« *Surtout, surtout gardez à l'esprit que le « langage d'Israël est le langage de l'Amérique : démocratie, liberté, sécurité et paix, enfants, coopération, collaboration, compromis, exemples d'efforts de paix (ceux d'Israël bien sûr), prospérité économique (pour les Palestiniens)* ».

Soyez humble. Dites : « *Je sais qu'en essayant de défendre ses enfants et ses citoyens des terroristes, Israël a accidentellement tué des innocents. Je le sais et j'en suis désolé... Si l'Amérique avait échangé la terre pour la paix et que cette terre était utilisée pour lancer des roquettes sur elle, que ferait l'Amérique ?*

« *Que votre humilité soit fausse. Prétendez qu'Israël est l'Amérique et qu'il n'y a aucune occupation, aucune injustice perpétrée contre les Palestiniens. Prétendez que leurs terres ne leur ont pas été volées, qu'ils ne sont pas devenus des réfugiés par centaines de milliers, qu'Israël a le droit d'attendre des Palestiniens qu'ils se comportent comme les Canadiens ou les Mexicains* » (qui n'ont pas eu de problèmes de frontières depuis 150 ans).

Remarquez ici l'intéressante confusion identitaire entre Israéliens et Juifs américains... comme si nous étions eux.

« *Nous sommes prêts à leur permettre de construire..* ». Si les Palestiniens s'avèrent être un partenaire de confiance, comment peuvent-ils être subordonnés en théorie et en pratique aux Israéliens ? Qu'est l'Occupation si ce n'est une « subordination » personnifiée ?

Rappelez – encore et toujours - qu'Israël veut la paix. Première raison : si les Américains ne voient aucun espoir de paix, s'ils ne voient que la continuation d'une « querelle de famille » vieille de 2000 ans, les Américains refuseront que leur gouvernement dépense les dollars du contribuable ou l'influence de leur Président pour aider Israël ».

Bingo. Ici Luntz dit la vérité : Israël veut la paix de la même manière qu'une gamine de 13 ans veut être l'idole du moment. Israël n'a aucun plan, aucun moyen d'arriver à la paix. Et la peur nichée au cœur du lobby israélien est qu'un jour, le vrai visage d'Israël soit dévoilé, que les Américains l'abandonnent, ayant réalisé que la paix recherchée par Israël est une paix obtenue aux conditions d'Israël. Donc, qu'il n'y aura jamais de paix. Le lobby pro-israélien veut éviter à tout prix que ce jour arrive, car aujourd'hui, « *les juifs en général - et les Israéliens en particulier - ne sont plus perçus comme un peuple persécuté. En fait, parmi le public américain ou européen – sophistiqué, éduqué, non-juif, ayant leurs propres opinions - les Israéliens sont souvent vus comme les agresseurs et les occupants...* ».

Richard Silverstein

(The Seminal – FDL network – 12/7/09)

Source: <http://seminal.firedoglake.com/diary/6256> -

Texte intégral: <http://www.newsweek.com/id/206021>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19